

CIBLE

Torture

Le président des États-Unis vient de signer le « *Military Commission Act of 2006* ». Cette loi votée le 28 septembre par le Congrès autorise des tribunaux militaires à juger des civils soupçonnés de terrorisme. Elle légalise la détention de suspects dans des lieux secrets. Surtout, la loi autorise le recours à des « méthodes alternatives » lors des interrogatoires de « combattants » présumés – ce qui signifie que la torture est légalisée.

Des élus et des citoyens américains ont dénoncé la mise à l'écart de l'*habeas corpus* – un droit vieux de sept siècles qui permet à tout accusé de connaître les raisons de sa détention et les motifs de l'accusation.

Le président du Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé le viol des Conventions de Genève qui interdisent (article 3 commun) la soumission des prisonniers à des traitements humiliants et dégradants et qui exigent pour ceux-ci un procès équitable.

En France, dans toute l'Europe, les gouvernements doivent réagir par des initiatives fortes à ces violations délibérées de l'État de droit.

POLITIQUE MONDIALE

Ambitions des Français

Turquie

**L'Europe
de Pamuk**

p. 5

Idées

**Marrou et
l'Histoire**

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

FRANGLAIS

J'apprécie toujours beaucoup de recevoir *Royaliste* par courrier électronique, ce qui permet de gagner quelques jours sur la distribution par voie postale. Dans le numéro 888, j'ai bien aimé les deux pages consacrées à la francophonie mais regretté que cette promotion de la langue française n'aille pas au-delà de ces deux pages. En effet, page 4, sous la plume de Nicolas Palumbo, je vois utilisé l'américanisme « les présidentielles ». Les États-Unis sont l'un des rares pays au monde où les électeurs votent d'abord pour des délégués, d'où la nécessité de parler de plusieurs élections, alors que, en France, les électeurs votent tous de la même façon (il n'y a qu'une seule circonscription, la France) d'où l'emploi du singulier même si l'élection se fait en deux tours. Je crois que c'est le même auteur qui nous a gratifié d'un bel anglicisme dans le numéro précédent en utilisant dans un titre le terme « agenda » dans son acception anglaise pour désigner ce que les francophones appellent « ordre du jour » ou « programme ».

C.M. (Puy-de-Dôme)

MAURRAS (1)

Je vous fais part de mon trouble à la lecture de l'article de Gérard Leclerc *Maurras malgré lui* (*Royaliste* n° 888) En effet de

mon point de vue, selon mes convictions politiques et morales, Maurras mérite ma *détestation*. Il y a là une bien longue vie politique de Dreyfus jusqu'à Pétain qui ne peut trouver d'indulgence.

La phrase qui éclaire le rédacteur d'un jour nouveau est celle-ci « *donnant libre cours à un antisémitisme irresponsable dès lors que l'extermination du peuple juif était à l'œuvre* ». Cette phrase commence d'ailleurs par un propos, certes littéraire, mais politiquement faux « (Maurras) *s'est fourvoyé non pas dans la collaboration mais dans l'incompréhension radicale de la tragédie* ».

Si Maurras a donné libre cours à un antisémitisme irresponsable d'autres auraient-ils pu se livrer à ce mal de manière un peu moins irresponsable, voire plus responsable, lorsque la solution finale n'était encore qu'une obsession de quelques extrémistes antisémites ? Mais peut-être n'est-ce qu'une incompréhension du texte de ma part, je ne demande qu'à être corrigé.

F.T. (Essonne)

MAURRAS (2)

Lecteur du journal *Royaliste* et sympathisant de la NAR depuis déjà quelques années, je tiens d'abord à saluer l'ensemble de la rédaction pour la pertinence de la réflexion qui se prolonge de numéro en numéro. Je lis avec beaucoup d'intérêt la page de Gérard

Leclerc et c'est à propos de son article dans le numéro 888 du journal qu'il faudrait je pense que l'auteur précise sa pensée. Il parle à propos de Charles Maurras, d'un antisémitisme irresponsable « *dès lors que l'extermination du peuple juif était à l'œuvre* ». Un antisémitisme pourrait-il être responsable dans d'autres circonstances historiques ? S'il n'y a pas maladresse d'expression, est-il possible que Gérard Leclerc lève l'ambiguïté ?

R.R. (Loire-Atlantique)

SÉGOLÈNE

Permettez-moi de vous dire, en toute amitié (et vous savez combien elle est grande, pour vous et votre mouvement), mon étonnement devant votre hostilité à la candidature de Ségolène Royal. Cet étonnement est d'autant plus grand si l'on lit les déclarations de celle-ci faites à Vitrolles (parues à la première page du *Monde*).

Ses origines, son parcours, ses idées (alors que l'on dit scandaleusement qu'elle n'en a pas), son combat (qui a créé, au sein de l'opinion de gauche, un entraînement beaucoup plus fécond que l'hypothétique victoire du non de 2005 où il entraînait beaucoup de voix d'extrême droite) devraient entraîner de votre part autre chose que des sarcasmes qui évoquent le machisme de la droite ou l'aveuglement des éléphants et des caciques.

Je me fais gloire, avec beaucoup d'autres, d'avoir senti cela depuis le printemps dernier. Il n'est peut-être pas trop tard pour que vous changiez d'avis là-dessus. De toute façon, l'Histoire avance et ce serait une grande erreur que de manquer ce rendez-vous.

J. S. (Isère)

LE PEN

Permettez-moi de vous dire, en toute amitié, que si j'ai apprécié l'éditorial de Bertrand Renouvin du n° 888, ainsi que l'article de Gérard Leclerc (comme toujours pour l'un comme pour l'autre), j'ai été déçu, au contraire, par l'article de Yves Landevennec *L'épouvantable épouvantail* concernant Jean-Marie Le Pen. Je suis déçu de la part de ceux, qui, autrefois, fustigèrent la Nouvelle droite. J'émetts aussi des réserves sur l'article de Nicolas Palumbo concernant les retraites.

Excusez mon indignation pour l'article de Y. Landevennec. Peut-être n'ai-je pas saisi toute sa subtilité ? Mais même dans cette hypothèse, reconnaissez qu'il y a une ambiguïté fâcheuse.

Très fidèlement quand même et très amicalement.

M. G. (Calvados)

DU PAPE

Dans son article (*Royaliste* n° 889) Yves La Mark, à propos du discours du Pape à Ratisbonne, déplore que l'orateur n'ait pas nommé le *persan cultivé* pour le « *respect de l'égale dignité des correspondants* ». Reproche bien injustifié car M. La Marck aurait mieux fait de se reporter aux sources (le texte des entretiens est disponible sur internet : http://www.jesusmarie.com/manuel_II_paleologue.html) pour voir que le nom de l'interlocuteur de l'empereur Manuel II est inconnu et qu'il n'est jamais désigné que comme « *un certain Perse, Mudarris de sa charge* ». Pour parodier Yves La Marck je dirais que « *c'est à ce genre de détail que l'on juge de la qualité d'un article* »...

M.F. (Haut-Rhin)

royaliste
BIL-MAGAZINE • DIRECTEUR POLITIQUE BERTHOLD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Oh ! les beaux chiffres ! - Nos questions d'actualité - p.4 : Was passiert ? - p.5 : L'Europe de Pamuk - p.6/7 : Les ambitions des Français - p.8 : Guide de la V^e - Enfin un dictionnaire de la Résistance - p.9 : Marrou et l'Histoire - p.10 : Ses petits papiers - Le France ne négocie pas - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Respect du Préambule.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Oh ! Les beaux chiffres !

Dans la démocratie d'opinion, la gouvernance est censée gérer le pays au vu des sondages qui lui donneraient l'évolution en temps réel de l'opinion publique. Et si ce n'était pas vrai ?

Prenons un sondage quelconque, mais cependant choisi selon la méthode du plus fort effet d'annonce dans un *temps fort* de l'actualité chaude :

1) si je prends comme pur concept de l'entendement *les immigrés, les sans-papiers, la régularisation* ;

2) si ces concepts font l'objet d'un sondage intervenant peu après que quelques fortes têtes du gymnase de Cachan ont agi de telle manière qu'elles pompaient sérieusement l'air du maire de Cachan ;

3) si un candidat à la présidence de la République, par ailleurs ministre de l'Intérieur, est placé dans un bain sondagier à haute température, qu'est-ce que, dieux du ciel, cela peut-il bien donner ?

Rien de ce que nous pouvions supputer.

D'abord le sondage : « *réalisé les 6 et 7 octobre 2006 par téléphone auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus* » à l'intention de 20 Minutes et de RMC, le résultat nous surprend en ce qu'il indique que « *soixante-treize pour cent de Français sont favorables à la régularisation des immigrés sans-papiers ayant des enfants scolarisés en France et/ou disposant d'un contrat de travail* ».

Parmi eux, 12 % des sondés souhaitent la régularisation de tous les sans-papiers alors que

10 % sont contre. Pour lutter contre l'immigration clandestine, 78 % des sondés disent qu'il faut aider le pays d'origine, 64 % sont partisans du regroupement familial, 55 % du quota annuel, 47 % de l'immigration choisie et 17 % de la régularisation massive. Enfin, 63 % des personnes interrogées ne sont *pas du tout racistes*, 6 % *plutôt racistes* et 1 % *tout à fait racistes*.

Observons maintenant le comportement du ministre de l'Intérieur : réactivité de nulle ! Minoritaire sur *l'immigration choisie*, inerte en matière de co-développement (ce n'est pas un voyage en Afrique qui peut changer les choses), Nicolas Sarkozy n'a pas changé sa tactique de la carotte et du bâton : un jour j'invoque la *discrimination positive*, le lendemain j'annonce des mesures répressives qui ne seront pas prises ou qui ne serviront à rien.

Comme les sondages qui soulignent le discrédit des médias ou la corruption politique, celui sur l'immigration ne modifiera pas le comportement des dirigeants politiques. Comme d'habitude, ils invoqueront les sondages qui les arrangent et oublieront immédiatement ceux qui leur tombent sur le bout du nez.

Maître-sondagier, je confirme qu'à *Royaliste* nous continuerons à rejeter deux catégories de sondages d'opinion : ceux qui nous plaisent ; ceux qui nous déplaisent.

Colonel SPONZ

Nos questions d'actualité

Quatre candidats sont en campagne. En attendant que des rivaux se déclarent, il faut leur demander des engagements précis dans les domaines qui concernent le président de la République.

Pas facile d'aborder un candidat en campagne : il y a les gardes du corps, les photographes, les journalistes, les courtisans et les journalistes-courtisans. Mais on peut interpellier des conseillers du candidat ou à défaut écrire à celui ou celle qui doit aux citoyens que nous sommes une information complète et argumentée assortie de fermes engagements.

Dans notre France en crise, dans notre Europe paralysée depuis le référendum de 2005, les questions graves surabondent et je ne peux en publier ici la liste exhaustive. En voici cependant un petit échantillon :

Puisque le président de la République est « le garant de l'indépendance nationale » (article 5), le candidat s'engage-t-il, s'il est élu, à exiger, au nom de la France, que le statut de la Banque centrale européenne soit révisé sans délai afin que cet organisme soit soumis au contrôle politique du Conseil européen ?

S'engage-t-il à demander aux chefs de gouvernement européens de faire dans un délai de trois mois le bilan économique de la zone euro puis d'engager une réflexion approfondie sur l'avenir — problématique — de la *monnaie européenne* ?

S'engage-t-il à demander aux chefs de gouvernement européens de faire dans un délai de trois mois le bilan du libre-échange, non sans leur avoir communiqué les volon-

tés françaises quant à l'établissement d'une protection commerciale de l'Union européenne - ménageant des possibilités d'extension rapide à la Turquie, futur membre de l'Union, et à la Russie, partenaire privilégié ? La question de la libre circulation des capitaux devra également être mise à l'ordre du jour.

Puisque le président de la République « veille au respect de la Constitution » (article 5), puisque « la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme » (article 11 de la Déclaration de 1789), le candidat s'engage-t-il à demander l'abolition des lois qui détruisent la liberté de la recherche historique sur l'esclavage, d'une part, et sur le génocide des Arméniens d'autre part ?

Puisque le président de la République « est le chef des Armées » (article 15) le candidat s'engage-t-il à quitter l'OTAN, structure inutile, inappropriée à ses objectifs déclarés et généralement malfaisante, soumise au gouvernement des États-Unis qui mène une politique agressive, étrangère ou contraire aux objectifs de la politique de sécurité commune à l'Europe continentale ?

Tout au long de la campagne, nous poserons d'autres questions aux candidats. Nous ne doutons pas qu'ils se feront un devoir de répondre à nos lecteurs.

Sylvie FERNOY

Was passiert ?

Créé en 2000 à l'instigation de Chirac et de Schröder, piloté par Strauss-Kahn, le consortium européen EADS était censé offrir aux Européens une place incontournable, et surtout inattaquable, dans le domaine de l'aéronautique et de l'armement.

La vision était alors surtout financière, visant à protéger ces secteurs ultra-sensibles de possibles raids hostiles. On a donc unis dans cette coquille les activités avions avec Airbus qui amène le très gros du chiffre d'affaires, l'aéronautique au sens large, la production d'armes et le volet spatial.

À la création, Français (État + Lagardère) et Allemands (Daimler-Chrysler) étaient à égalité en terme de participation : 22,5 % chacun. Pour compléter le tour de table, 20 % aux Britanniques de BAE et 5,5 % aux Espagnols de Casa.

Le pouvoir, quant à lui, se répartissait à égalité entre les deux rives du Rhin. Le succès d'Airbus avait emporté la réussite de l'ensemble et peu étaient là pour poser le doigt sur les endroits douloureux.

La situation a bien changé. Cette année, ce bel édifice s'est révélé fort branlant. Les difficultés industrielles d'Airbus et les tiraillements capitalistiques d'EADS mettent en danger l'ensemble et les moins bonnes perspectives financières inquiètent.

Un tel groupe ne peut fonctionner sans stabilité de l'actionnariat. L'équilibre originel n'existe plus. Les Anglais, sentant le vent tourner, se sont, à leur habitude, carpatés au premier orage, conservant néanmoins la fabrication des ailes des

Airbus. Arnaud Lagardère, peu digne rejeton de son industriel de père, désire se concentrer sur le secteur, sans doute plus *fun*, des médias. Pourtant, sortir complètement sera difficile puisque EADS apporte la moitié des résultats du groupe et le rend *non-opérable*. Idem pour Daimler-Chrysler qui veut se concentrer sur son cœur de métier, l'automobile.

Le gouvernement allemand s'est avisé qu'il risquait de perdre un pied dans un secteur essentiel de l'industrie. Le seul moyen pour Berlin de conserver sa position est de prendre part au capital en se substituant à Daimler. Quelques hauts cris des libéraux pur sucre n'y feront rien, il faudra bien en passer par là. D'autant que d'autres s'intéressent d'une manière parfaitement légitime au consortium. Le gouvernement russe, par l'entremise de la Vnechtorgbank, son bras armé en matière de finances, s'est porté acquéreur d'une première part de 5 %, portée à 10 % environ aujourd'hui selon les milieux financiers. D'où cris d'orfraies d'une bonne partie des analystes. Cette solution est pourtant la bonne, les Russes ont en matière d'aéronautique, d'espace et d'armement un savoir-faire qui n'est plus à démontrer. Cela a, de plus, l'avantage de trouver une solution uniquement européenne à la crise.

Bien évidemment, cette prise de position remettra très tôt en question le pacte d'actionnaires franco-allemand et il faudra trouver une manière de faire participer Moscou à la prise de décisions.

Ces problèmes de capitaux en voie d'être réglés, les difficultés industrielles d'Airbus n'en demeurent pas moins.

La première de ces difficultés est d'ordre managérial. La répartition des pouvoirs entre Français et Allemands est source de lourdeurs et le peu de liant mis pendant des années par Noël Forgeard, co-président peu inspiré et champion de la défausse, n'a fait qu'envenimer les choses, rendant l'atmosphère irrespirable et la circulation des informations problématique. La nomination de Louis Gallois est rassurante, et plus encore son cumul des deux fonctions de co-président d'EADS et de patron d'Airbus.

La seconde difficulté est purement industrielle. La principale tâche de Gallois va être de mettre en pratique le plan de redressement conçu par son prédécesseur chez Airbus, Christian Streiff qui s'est battu vainement pour libérer l'avionneur de la tutelle tatillonne d'EADS. C'est le cœur du problème, le partage du pouvoir avait surtout des répercussions au plan industriel. L'éclatement des sites de productions pour un même appareil ne facilitait rien, pas plus que les différen-

ces incompréhensibles de logiciels entre Toulouse et Hambourg. Il va être nécessaire de mettre à plat toute l'organisation et la rationaliser. Des doublons et des incohérences vont disparaître et les Allemands ont bien peur de payer le principal de la note sociale. Des usines sont à céder et l'appel accru à la sous-traitance risque fort de s'accompagner de dangereuses délocalisations.

Le retard de deux années pris par le programme phare A380 est grave mais n'a rien de dramatique. Les Allemands de Hambourg sont montrés du doigt pour leur lenteur à résoudre les problèmes de câblage posés par les demandes diverses et étendues des clients. Notons que Boeing a connu pour toutes ces productions, même récentes, des problèmes de retard autrement plus sérieux. La difficulté est que tout retard de livraison entraîne des frais de dédommagement importants qui pèseront sur les comptes de l'entreprise.

Le programme A350 est plus grave, erreur industrielle de Forgeard qui a voulu concevoir un avion essentiel au rabais, en utilisant des bases existantes alors que ses bureaux d'études ont toujours mis l'accent sur le caractère essentiel de cet appareil de milieu de gamme pour contrer l'effet Boeing qui s'assure pour 2006-2008 les trois quarts des commandes nouvelles.

La crise est là, Airbus va perdre, sans doute provisoirement, sa place de leader mondial acquise de haute lutte en 2005. Les difficultés internes ne sont pas seules en cause, la dévaluation de fait du dollar de 42 % renchérit gravement les productions européennes. Pour autant, il faut raison garder. Il n'y a plus que deux avionneurs de rang international sur un marché où le monopole est parfaitement inenvisageable. Airbus, dont le carnet A320 est archi plein, saura redresser la barre dans un marché en constante expansion.

Pascal BEAUCHER

L'Europe de Pamuk

Le prix Nobel de littérature couronne Orhan Pamuk, un fervent partisan de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Si les parlementaires français qui ont voté pour la proposition de loi condamnant la négation du génocide arménien étaient conséquents avec eux-mêmes, ils militeraient pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. L'adhésion serait en effet faire œuvre de paix autant que l'est la reconnaissance du million de morts arméniens en 1915. Elle favoriserait celle-ci au lieu qu'à l'inverse la non-reconnaissance la bloque. Orhan Pamuk, le meilleur écrivain de sa génération, n'a cessé de le dire. Lui-même n'a pu écrire son œuvre que parce qu'il respire avec ses deux poumons turc et européen. Une rupture lui serait fatale. Il la juge aussi fatale à la Turquie qu'à l'Europe.

Ces questions sont tellement embrouillées qu'un détour par la littérature autant que par l'Histoire est impératif. Souvent nous en perdons le fil en passant de l'empire ottoman à la révolution Jeune-Turque et à Mustafa Kemal Atatürk. Le pape Benoît XVI, qui se rend en Turquie fin novembre, s'est référé récemment au siège de Constantinople au XV^e siècle, précédent qui avait déjà servi au cardinal Ratzinger en 2004 pour prendre parti contre l'entrée de la Turquie dans l'Union. Mais il fait l'impasse sur 1915 où la Turquie *jeune-turque* était l'alliée de l'Allemagne impériale, son armée encadrée par des officiers allemands. Chacun ne retient que ce qui l'arrange.

Atatürk n'est pas le continuateur des célèbres génocidaires pan-touraniens Enver Pacha et Talat Bey. Il a au contraire mis

fin à la guerre ainsi qu'au califat et bâti un État-nation moderne et séculier. Il semble qu'il ait voulu condamner les coupables du génocide mais les humiliations qui lui furent réservées à la conférence de la paix de Versailles, le découpage de la Turquie que voulait lui imposer le traité de Sèvres, avec la création voulue par la France et l'Angleterre d'une Arménie indépendante, ainsi que d'un Kurdistan, fit avorter ces bonnes intentions. Le nationalisme turc est donc né dans ces conditions ambiguës. Aujourd'hui la notion même d'identité turque - défendue par ce fameux article 301 du code pénal qui permet d'inculper Pamuk lui-même pour avoir parlé de la mort du million d'Arméniens, ce dont il fut rapidement acquitté - découle de ce malentendu originel.

Il est heureux que l'on revienne à cette histoire, alors que la controverse semblait se polariser sur la question religieuse, autre source d'interminables confusions. L'opposition entre Turcs et Arméniens n'a jamais tenu à la religion puisque les éléments nationalistes et extrémistes sont aussi les plus séculiers. Le gouvernement actuel, pro-musulman et pro-européen, est donc pris à contre-pied sur les questions qui font problème : arménienne, kurde et chypriote, à l'approche d'élections générales prévues en novembre 2007 qui peuvent voir revenir en force les partis les plus nationalistes, anti-européens, anti-kurdes et anti-arméniens.

Pamuk n'a pas été nobélisé à cause de cette péripétie judiciaire et de son combat pour la

réécriture de l'Histoire turque, mais pour ses talents littéraires universellement reconnus. Son dernier ouvrage traitait néanmoins de la tension entre nationalistes et islamistes dans une ville comme par hasard la plus éloignée à l'Est, proche de la frontière arménienne, Kars (1). On peut le lire comme une anticipation de la situation que pourrait connaître l'ensemble du pays s'il était coupé du reste du monde comme Kars dans la fiction l'est, pendant quelques jours tragiques, par la neige. Que l'on prenne le temps de le lire et de réfléchir.

Le premier voyage d'État d'un président français en Arménie les 29 et 30 septembre avait été un moment fort. Il était de nature à faciliter le rapprochement entre les deux pays, Turquie et Arménie, dans lequel le gouvernement actuel d'Ankara s'était bien investi. L'effet en a été complètement perverti par le vote de l'Assemblée nationale. Il en va de même des premiers travaux qui avaient réuni des historiens de diverses origines en Turquie même, aujourd'hui réduits à néant. La qualification juridique des faits préempte non seulement le débat mais même l'étude.

Laissons les Turcs être des Turcs est un slogan qui ramène les Turcs d'aujourd'hui dans les conditions de ceux qui hier ont commis les pires crimes contre l'Humanité. Le Turc modèle ne serait pas Atatürk ou Orhan Pamuk mais Enver Pacha. Bonjour les dégâts, pour eux mais aussi pour nous. L'Europe se condamne elle-même en condamnant la Turquie contemporaine.

Yves LA MARCK

(1) Orhan Pamuk - « *Neige* », Gallimard - prix franco : 23 €.

BRÈVES

♦ **ARABIE SAOUDITE** - Par décret royal, le roi Abdallah vient de modifier d'une manière importante les règles de succession au trône. Déjà, en 1992, le roi Fahd avait introduit une modification de la règle traditionnelle qui voulait que ce soient les frères et demi-frères du roi par rang d'âge qui succèdent, décidant que ce serait un conseil de famille qui choisirait lequel des descendants d'Ibn Séoud était le plus apte à régner. Désormais, un comité, composé d'un représentant de chacune des branches de la famille du fondateur de la dynastie, aura pour rôle de désigner le prince héritier. Cette désignation se fera en plusieurs étapes : le roi proposera un ou plusieurs candidats, le comité pourra rejeter cette proposition et désigner son propre candidat, et, si le roi ne l'accepte pas, le comité tranchera à la majorité des voix. D'autre part une commission médicale aura désormais la mission de constater l'incapacité éventuelle du roi ou du prince héritier à assumer ses fonctions.

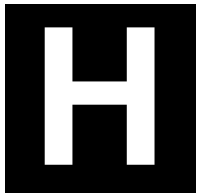
♦ **THAÏLANDE** - C'est le prince héritier Maha Vajiralongkorn, représentant le roi Bhumibol Adulyadej, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de la nouvelle Assemblée Législative Nationale. L'installation de cette Assemblée qui comporte 250 membres, est la première étape - décidée par le gouvernement de transition dirigé par Surayud Chulanont, ancien chef de l'armée et conseiller du roi - pour un retour à la normale après le coup d'État militaire qui avait chassé le Premier ministre Thaksin Shinawatra.

♦ **SERBIE** - Le président de la République de Croatie, Stjepan Mesić, en personne a accueilli à Zagreb le prince héritier Alexandre de Serbie et son épouse en voyage officiel. Questions de voisinage, défense des minorités et relations économiques ont été au programme de leurs discussions. Le couple princier a également rencontré au cours de cette visite les différents représentants des communautés religieuses, orthodoxe, catholique, musulmane et juive, le prince déclarant : « nous devons tous travailler ensemble pour construire et renforcer les ponts entre les peuples indépendamment de leur religion ou origine ethnique ».

♦ **BHOUTAN** - Créé en 1974 pour récompenser ceux qui ont œuvré pour la protection de la nature, par le *Getty Conservation Institute*, le prix J. Paul Getty a été attribué cette année au roi Jigme Singye Wangchuck, en récompense de son action constante depuis trente ans pour préserver l'environnement de son royaume himalayen.

♦ **TONGA** - Sitiveni Halapua vient de rendre publiques les premières recommandations de la *Commission nationale pour les réformes politiques*, formée l'an dernier, en vue de faire évoluer les institutions du royaume tongien vers un système pouvant ressembler au modèle britannique. La première de ces recommandations concerne l'Assemblée dont le nombre de sièges pourrait passer des 30 actuels (parmi lesquels 9 seulement sont élus directement par le peuple, 9 autres par les membres de la famille royale au cours d'élections séparées et le reste nommés directement par le roi) à 26 (dont 17 élus au suffrage universel direct et 9 par les nobles). Ces suggestions seront maintenant sujettes à de nouvelles consultations pour déboucher sur un consensus avant de prendre effet et avant de lancer un processus d'amendements à la Constitution du Royaume.

Les ambitions des Français



Hakim El Karoui est ancien élève de l'École Normale Supérieure et agrégé de géographie. Responsable des discours de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, chargé de la prospective à Bercy jusqu'en août 2006, il est membre du conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Contre le déclinisme et la résignation de la gouvernance, il montre dans son livre (1) que les Français forment toujours un peuple dynamique, aux ambitions novatrices.

Les analyses de la mondialisation surabondent et nous atteignons le point de saturation. Les critiques de la globalisation s'accumulent et nous les signalons pour que chacun puisse réviser de temps à autre ses questions de cours. Cette inflation de titres est positive : elle montre que la défaite intellectuelle de l'ultra-libéralisme est consommée ; elle nous donne le courage de continuer la lutte politique qui, elle, est loin d'être gagnée.

Nous l'avons dit et redit, avec d'autres : la situation est prérévolutionnaire mais la révolution, au sens gaullien du terme, n'est pas à l'ordre du jour : alors que les éléments d'un programme de sortie de crise existent, pas de projet novateur clairement présenté au peuple français, pas de personnalité capable d'incarner la nouvelle ambition nationale...

La tactique du milieu dirigeant consiste à nous persuader qu'on en restera là : des diatribes intelligentes mais sans portée, des défilés mêlant les nostalgiques du drapeau rouge et des altermondialistes incapables de dire ce qu'ils veulent. D'où les messages désespérants que la France d'en haut adresse à la France d'en bas : *nous n'avons pas le choix* face à la mondialisation, *nous sommes bien obligés*

de voter pour les oligarques de gauche (réforme individualiste des mœurs et infirmerie sociale) ou pour les oligarques de droite (gesticulations sécuritaires) si nous ne voulons pas du diable populiste.

Pas d'autre solution que *l'inégalité protectrice* mise en musique par Alain Minc à partir de l'œuvre de John Rawls. Pas d'autre avenir que le chômage de masse et la pauvreté croissante avec pour seules consolations la propagande compassionnelle de l'État maternel, les aides financières que verse l'État à la moitié des salariés du privé (suprême paradoxe de l'ultra-libéralisme) et les immigrés ou supposés tels offerts en exutoire à la colère sociale...

Telle est la thématique dominante. Elle s'enrobe de démagogie banale et parvient à s'imposer par la ruse et le mensonge. C'est Raymond Barre en personne qui confirme ce point : « *Si elles sont camouflées, les réformes peuvent marcher* ». Ceci le 19 mai dernier dans *La Croix* (!). Grâce à son excellente connaissance du milieu dirigeant, Hakim El Karoui est en mesure de confirmer la nature et le sens du programme commun de la droite *libérale* et de la gauche *sociale*. Puis il procède à une destruction méthodique des thèses qui font référence

dans les ministères et dans les médias. Cette critique est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne de propositions politiques pertinentes, pour la France et pour l'Europe à reconstruire.

La pensée d'Hakim El Karoui est celle d'un géopoliticien qui se défie des généralisations hâtives sur la Mondialisation, l'Islam, l'Occident et qui récuse les préjugés courants sur le statut et le jeu des grandes puissances.

La mondialisation n'est pas l'abolition de l'histoire dans *l'économie de marché*, mais un phénomène qui se transforme au fil de l'histoire : après la première mondialisation sous l'égide de la Grande-Bretagne impériale au XIX^e siècle, et la deuxième mondialisation marquée par *l'hyperpuissance* américaine après la chute de l'Union soviétique, une troisième phase de l'histoire mondiale commence avec le début du déclin américain. La date importante n'est pas le 11-Septembre mais le début de la guerre en Irak : en 2003, les États-Unis tentent de réaffirmer leur hégémonie et échouent à enrayer leur déclin. La troisième mondialisation sera multipolaire par l'effet complexe de la montée en puissance de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du Brésil. La fameuse modernité prendra donc des formes nouvelles, selon les nations et les continents.

Agitée dans tous les sens, instrumentalisée de toutes parts, maltraitée par des ignorants, la lancinante question de l'islam est heureusement replacée dans la double perspective d'une géopolitique qui tient compte des réalités nationales (et de leurs fondements dans diverses civilisations) et des formes diverses que prend une modernisation qui n'est plus



portée toute entière par l'Occident. Le monde arabo-musulman est en crise, l'Iran cherche une voie nationale et traditionnelle à la fois, la Turquie veut affirmer sa propre tradition et sa conception de la modernité dans l'Union européenne qui se doit de l'accueillir. Précises, les analyses de Hakim El Karoui dissipent les peurs infondées et permettent de nourrir des débats géostratégiques, aujourd'hui obscurcis par les rivalités religieuses et par l'imaginaire *choc des civilisations*.

En France, toute une partie de la droite tente de mobiliser contre un *ennemi intérieur* dénoncé à la fois comme immigré, délinquant, musulman et islamiste. En désignant une *réalité* ethnico-religieuse qui marquerait l'échec de l'intégration, on prétend répondre aux aspirations populaires. Hakim El Karoui démontre que cette logique de guerre civile est un échec sur tous les plans.

Pas d'invasion ! Depuis 1975, la part des immigrés dans la population française est restée stable : 10 %. Surtout, les couples immigrés ou issus de l'immigration continuent d'assimiler les valeurs et les mœurs françaises puisque le taux de fécondité (qui implique une maîtrise personnelle du corps, étrangère aux sociétés traditionnelles, musulmanes ou non) se rapproche du taux national. Les Français et les étrangers se marient entre eux volontiers et, par ailleurs, la pratique de la religion musulmane tend à rejoindre la pratique catholique. Pas de conflit ethnique, ni religieux !

Ainsi, la classe dirigeante (médiats compris) se trompe lorsqu'elle pense que l'immigration (dans sa représentation arabo-musulmane) est au cœur des préoccupations des Français. Le premier

problème, pour nos concitoyens de toutes origines et pour les résidents étrangers, c'est le chômage. Hakim El Karoui ne néglige pas le courant xénophobe (mais non raciste) ni les violences de tous ordres qui affectent notre pays. Mais ce géographe qui connaît fort bien l'histoire de l'immigration et qui a étudié de près Marcel Gauchet (le phénomène religieux, la condition politique) et Emmanuel Todd (les structures familiales, la démographie) affirme au terme d'une démonstration rigoureuse que la France reste profondément... française : laïque, égalitaire, universaliste.

Implicite ou explicite, telle est bien la doctrine de la majorité des Français qui ont exprimé leur refus de l'ultra-libéralisme le 29 mai 2005 et qui récusent par leurs votes de rejet les oligarques de droite et de gauche qui veulent leur imposer une inégalité protectrice. Au lieu de reconnaître sa défaite face à un peuple fondamentalement démocrate, la classe dirigeante tente de faire honte à la France *moisie, ringarde, attardée* qui refuse d'adopter *les réformes* sans qu'on lui dise qu'elles sont toutes ultra-libérales...

Prenant à contre-pied l'opinion des oligarques, Hakim El Karoui affirme quant à lui que les Français ont raison de rejeter l'idéologie dominante et que leur *préférence pour l'égalité* les place en pointe du mouvement de l'histoire. De fait, le libre-échange est une illusion théorique aux conséquences catastrophiques : chômage mondial en hausse, vitesse croissante des transferts de capitaux, stagnation ou baisse des salaires, *explosion* de la pauvreté. En France, neuf millions de personnes sont en sous-emploi, soit 36 % de la population active.

Ces résultats ne sont pas l'effet de regrettables accidents conjoncturels mais du principe ultra-concurrentiel imposé par la Commission européenne, de la politique de l'euro fort imposée par la Banque centrale européenne et de la stratégie économique allemande (2). Alors qu'il avait milité pour le Oui au référendum de 2005, Hakim El Karoui écrit que, « *politiquement, le non avait du sens, beaucoup de sens : signifier clairement et simplement que l'Europe politique est morte, tuée par une politique libre-échangiste qui voit la politique comme un obstacle. Et les Français ont été les premiers à dire non parce qu'ils croient encore à l'égalité* ».

Or c'est le principe d'égalité qui permettra selon lui de remettre de la cohérence dans le système productif mondial et de réussir la troisième mondialisation.

Suivent une série de propositions qui s'organisent autour de la *souveraineté européenne*. L'utilisation du concept de souveraineté peut être discutée mais la politique protectionniste offre effectivement une réponse salutaire au libre-échange dès lors qu'on cesse de faire la confusion entre la protection tarifaire d'un territoire, voire d'un continent, et l'autarcie. Hakim El Karoui ne propose pas seulement le relèvement des barrières douanières : il souhaite la relocalisation des activités en Europe et l'augmentation des salaires afin de relancer l'expansion industrielle et de stimuler la demande globale ; il veut reconstruire l'Europe avec la Russie et la Turquie, miser sur l'Afrique, définir clairement les relations entre l'Union européenne et la Chine...

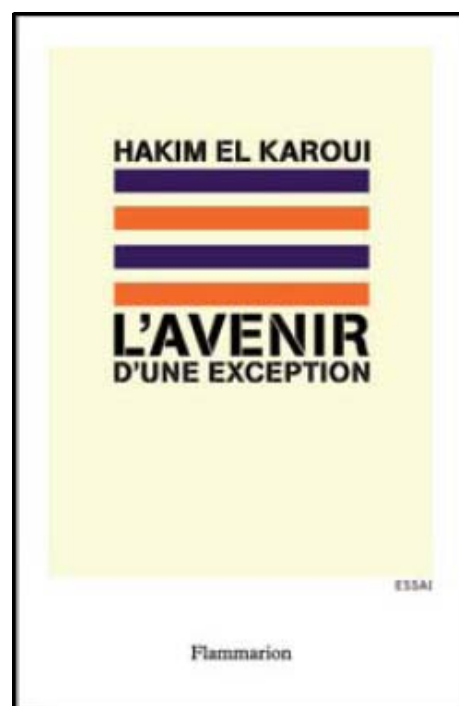
Ce programme *libéral-protectionniste*, ici seulement esquissé, pose les termes de débats décisifs sur l'avenir de notre nation et de l'Europe (3). Sa mise en œuvre suppose un vaste renouvellement des élites et une restauration du pouvoir politique. Telle est également notre conviction.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Hakim El Karoui - « *L'Avenir d'une exception* », Flammarion, 2006, prix franco : 19 €.

(2) cf. les articles de Jean-Luc Gréau (« *Reconstruire l'Europe économique* »), d'Édouard Husson (« *L'Allemagne, l'Europe et le monde* ») et de Hakim El Karoui (« *Du bon usage de l'exception française* ») dans la revue *Le Débat*, n° 141, septembre-octobre 2006 – prix franco : 15 €.

(3) L'auteur sera l'invité des Mercredis de la NAR, le 13 décembre.



La V^e

Voici un guide (1), utile aux étudiants, qui condense en peu de pages toutes les informations nécessaires aux vérifications et comparaisons dont les citoyens et les militants auront besoin tout au long de la période électorale.

On y trouvera tous les résultats des élections législatives, présidentielles et européennes depuis 1958, une chronologie politique depuis le début de la V^e République, des renseignements biographiques sur une centaine de personnalités politiques et la liste des motions de censure et des engagements de responsabilité des gouvernements, une présentation des partis politiques et un exposé sur les modes de scrutins.

L'ouvrage contient aussi notre « bloc de constitutionnalité » : le texte de la Constitution de 1958, le Préambule de 1946, la Déclaration de 1789. S'y ajoutent le texte des révisions constitutionnelles et des extraits de décisions portant sur la jurisprudence constitutionnelle.

Rédigées par Jean Catsiapis, maître de conférence de droit public à Paris-X, de brèves mises en perspective historique et des explications juridiques permettent de se rafraîchir la mémoire. Très claires, les explications sur le contrôle de constitutionnalité sont particulièrement bien venues.

Toutes les questions traitées sont d'une parfaite austerité mais quand la démagogie déploie ses séductions, il faut un surcroît de rigueur.

Jacques BLANGY

📖 (1) Jean Catsiapis – « *Le Guide de la V^e République* », éditions Ellipses, 2004 – prix franco : 19 €.

Enfin un dictionnaire de la Résistance

Longtemps dominée par les controverses, l'histoire de la Résistance s'est peu à peu enrichie de nouveaux champs d'investigations. Une heureuse synthèse nous en livre les résultats et nous éclaire sur l'itinéraire de ceux qui ont su dire non.

La geste gaullien et les différents mémoires des mouvements politiques qui en étaient issus nous ont depuis longtemps appris l'essentiel sur le vaste mouvement de sursaut national. La forme du dictionnaire (1) à vocation encyclopédique, en proposant de multiples ouvertures et analyses sur un phénomène qui, bien loin à ses débuts de mettre en mouvement la société tout entière, n'en fini pas moins par réunir autour de son drapeau l'ensemble des forces sociales et politiques du pays (2), nous permet d'en saisir la complexité.

Non seulement il nous ouvre à la chronologie - d'un intérêt toujours accru lorsqu'il s'agit de traiter d'une période au cours de laquelle l'histoire s'accélère -, présente les principales étapes de la renaissance nationale, toutes les figures marquantes de ces années là, ainsi qu'un bilan des quinze dernières années de recherche en science historique. À cet égard, le *Dictionnaire Historique de la Résistance* ne fait pas défaut à une mode heureusement distillée par de nombreux ouvrages récents. Au croisement de l'archaïsme et de la modernité, d'illustres prédécesseurs en histoire, parfois inspirés par les méditations de Marc Bloch et son *métier d'historien* avaient déjà commencé à lever le lièvre d'une analyse anthropologique des phénomènes historiques.

Les travaux de Michel Vovelle sur les commotions col-

lectives de 1789 à 1851 ou de Raoul Girardet sur la mythologie politique avaient montré la voie en expliquant l'intérêt qu'il y avait à étudier le long cours et les habitudes profondément ancrés dans les mentalités. Tous les ouvrages d'Alain Corbin sur les sensibilités collectives au XIX^e siècle, notamment face à la violence, qui semblaient constituer une école historique buissonnière, ont achevé de nous démontrer en fait l'intérêt qu'il y avait de s'arrêter sur tel ou tel *habitus* d'un groupe humain, des odeurs qu'il aime au son des cloches qui rythment ses journées. Il s'agit de réfléchir à un thème, celui des motivations de l'engagement personnel. De fait, le rôle central du libre arbitre n'est pas contesté. On sait qu'il a joué le premier rôle, avant tout pour ou contre Vichy.

On ne doit pas négliger non plus les aptitudes personnelles, à la clandestinité notamment. Les impératifs naturels comme la configuration du terrain, urbain ou rural, favorable ou non sont aussi incontestables. La *Résistance institutionnelle* de Jean Moulin joue un rôle unificateur avec la *France Libre* de Londres et le combat intérieur a aussi aux yeux de certains une dimension sociale indéniable. Il s'agit surtout d'éclairer les aspects méconnus de l'engagement personnel. Celui-ci ne peut parfois être délié de pratiques très anciennes. Les cultures populaires nous livrent ainsi des clés de lecture.

On peut aujourd'hui être étonné par le rôle exceptionnel du monde rural, pourtant en voie d'effacement. Les jeunes gens qui en sortent forment les plus gros effectifs combattants de l'été 1944. L'expérience des bois et de la chasse, les habitudes de se regrouper en *classes* de conscrits prédisposaient de maintes manières ces jeunes gens à la distinction entre *nous* et *les autres*. L'inversion de l'ordre que représente leur engagement est bien vécu comme un rite de passage, bien nécessaire dans cette société, qui en vaut un autre. Les traditionnels intermédiaires et porteurs d'influence de la République que sont maires, instituteurs, médecins, petits commerçants des villages et même curés déjà rencontrés à d'autres époques par Maurice Agulhon occupent eux aussi une place de choix.

Dans les villes, une jeunesse certes plus privilégiée fait fonctionner les réseaux des *promotions* et des *clubs*. Parce que la *Résistance* touche aux tréfonds de la société, le pacte national est durablement renouvelé. En témoignent aussi les mots si souvent griffonnés sur les murs ou *La Marseillaise* inscrite officiellement comme hymne national dans la Constitution de 1946, parce qu'il fallait que tout devienne surchargé de sens.

Christophe BARRET

📖 (1) François Marcot (dir.) – « *Dictionnaire Historique de la Résistance* », collection Bouquins, éd. Robert Laffont, 2006, prix franco : 32 €.

📖 (2) Sur les royalistes dans la Résistance, voir le *Lys Rouge* n° 52, qui vient de paraître (prix franco 5,40 €) et le livre de François-Marie Fleutot « *Des royalistes dans la Résistance* », éd. Flammarion – prix franco : 23 €.

Marrou et l'Histoire

La culture contemporaine sélectionne soigneusement ses figures de proue, et qui n'entre pas dans ses cadres idéologiques est promis à l'oubli. Je crains que tel ne soit le sort qu'elle ait réservé à un Henri-Irénée Marrou, trop marqué par son christianisme pour mériter la faveur dévolue par ceux qui dispensent la haute légitimité culturelle. Et pourtant l'historien (et le penseur) mériterait toujours d'être lu avec la plus vive attention, ne serait-ce qu'à cause de l'acuité de son regard sur l'histoire, qui fut à la fois son métier et l'objet incessant de sa méditation. Son essai intitulé *De la connaissance historique*, paru en 1954, n'a pas pris une ride. C'est pour moi le complément indispensable aux études méthodologiques de Raymond Aron. Celui-ci avait été stimulé par l'école allemande, d'une exceptionnelle qualité, pour explorer le champ épistémologique d'une discipline que la modernité avait érigée en une sorte de substitut de la théologie. N'était-elle pas maîtresse de la politique, l'outil scientifique de la maîtrise du devenir, qu'il soit de facture comtienne ou marxienne ? Avec Marrou, le théologique était, en quelque sorte, réintégré dans la problématique, complétant Aron dans son entreprise mais selon une modalité d'un autre ordre.

Marrou n'était nullement ignorant de l'école allemande et surtout de ses historiens majeurs qu'il avait sans doute plus pratiqués encore que son collègue de la Sorbonne. Mais il avait un domaine privilégié d'investigation auquel il avait d'ailleurs donné une dénomination inédite : l'Antiquité tardive. Ainsi contrait-il les préjugés de ceux qui mésestimaient la valeur culturelle de la dernière partie de l'Empire romain, trop vite assimilée à la décadence. En changeant les signes, il combattait l'injustice qui donnait à croire que l'époque des Pères de l'Église, celle d'un Origène et d'un Augustin était de loin inférieure aux précédentes, la Grèce des philosophes et des auteurs tragiques, la Rome de Virgile et de Cicéron. Son auteur de prédilection, Augustin justement, n'avait-il pas été l'initiateur d'une révolution intellectuelle majeure, sans laquelle l'évolution qui avait déterminé l'avènement des temps modernes n'était pas pensable ? Son incessante fréquentation de la *Cité de Dieu* avait armé Marrou pour comprendre, mieux que quiconque, la nature du développement historique référé à l'énigme du sujet. L'entreprise est d'autant plus cruciale que le vingtième siècle vit des grandes thématiques du siècle précédent et que les philosophes de l'histoire, seront complices des totalitarismes, régnant sur les esprits et les volontés.

Qu'on ne croie surtout pas que notre historien s'aligne sur ses concurrents, encore moins qu'il fasse de la surenchère. Cela a pu arriver avec des chrétiens, interprétant Teilhard de Chardin comme une sorte de Marx plus abouti et plus flamboyant dans son eschatologie. Au contraire, Marrou oblige à l'humilité, brise toutes les tentations de systématisation extrême pour revenir à la complexité des faits et des séries. À l'encontre des optimismes déterministes, il fait entendre la plainte des siècles, des rêves avortés, des civilisations englouties. Son très salubre réalisme ramène à la dureté des choses et à l'omniprésence du mal. Dans un autre

essai, intitulé *Théologie de l'histoire*, qui vient d'être réédité et qui est aussi important que *De la connaissance historique*, il n'hésite pas à s'attaquer « au caractère mythique de la notion de progrès – du progrès à l'échelle de la connaissance dans ses limites terrestres – telle qu'elle a régné dans la conscience occidentale de l'Aufklärung au scientisme du XX^e siècle : ivresse en face des progrès réalisés dans le domaine scientifique et technologique, assimilation progressive de l'histoire humaine à l'évolution biologique des espèces, extrapolation confiante des résultats obtenus aux résultats espérés comme inévitablement promis ; les yeux s'attardant complaisamment sur des biens acquis ou les fermant sur les maux dont les biens étaient payés ; oui un progrès technique sans précédent, mais le prolétariat asservi et le tiers-monde affamé... »

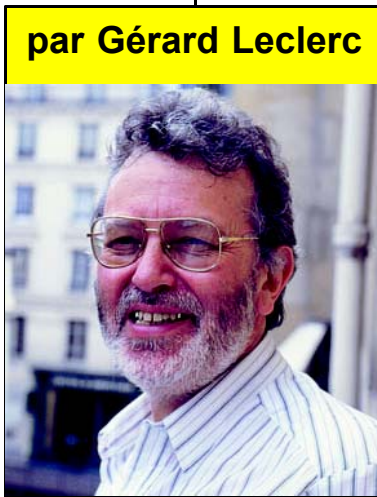
On voit ainsi que Marrou n'a pas attendu Lyotard pour se déprendre des grands récits et de leur caractère mystificateur ainsi que des postmodernes occupés de l'unique *souci de soi*, rétifs aux embrigadements idéologiques. Pour autant, il n'a pas renoncé à la quête du sens qui permet aux

individus d'être supérieurs aux déterminismes qui les enchaînent. Méfiant à l'égard d'un repli exclusif sur soi, qui a marqué le christianisme du dix-neuvième siècle, il n'entend pas mettre entre parenthèse la dimension sociale, voire collective de l'aventure humaine. Et c'est là que l'éclairage augustinien lui est précieux. S'il ne croit pas à une histoire universelle et même à une philosophie de l'histoire à la Hegel, il est persuadé des vertus d'une théologie de l'histoire, non tant comme possibilité de totalisation que comme puissance d'élucidation. Détaché du positivisme, l'historien se redécouvre herméneute d'un domaine sans limites où, loin d'être découragé par la complexité, il s'attachera à faire émerger tout ce qui peut enrichir de cette expérience d'un passé jamais épuisé. C'était déjà la conclusion du premier essai plus méthodologique. Le second, plus méditatif, est une invitation à retrouver la

discipline historique autrement, non pas pour la travestir et donc la trahir, mais pour l'envisager avec un regard qui l'éclaire de l'intérieur.

Marrou est mort il y a presque trente ans, mais il me semble que les services qu'il peut nous rendre aujourd'hui sont sans prix. À l'heure de la querelle des mémoires, de la subjectivation extrême des lectures, de la communautarisation partisane des enquêtes et du caractère belliqueux des récits, il peut nous apprendre non pas le détachement, mais l'élucidation fine des questions, l'approfondissement des perspectives. Que l'on consulte aussi ses *carnets posthumes* qui nous font rentrer dans son vaste atelier de travail et on verra comment la plus haute culture et l'information la plus étendue peuvent métamorphoser un regard, non pas pour dénaturer une discipline et ses procédures, mais pour mieux percevoir et mieux hiérarchiser les ordres de vérité. Que l'on reprenne, par exemple, la question de la chrétienté médiévale, brandie sans cesse dans les échanges polémiques pour ses excès et ses crimes. On verra comment un grand historien permet de déconstruire les problématisations trop hâtives pour mieux établir les grandeurs et les échecs d'une idée trop belle pour égaler son modèle, mais surtout oubliée de la distinction augustinienne des deux cités : « Une civilisation demeure toujours une entreprise interrompue, qui a commencé à se défaire avant même que d'être achevée. »

par Gérard Leclerc



Henri-Irénée Marrou - « *Théologie de l'histoire* », Cerf, prix franco : 21 € ; « *Carnets posthumes* », Cerf, prix franco : 55 €.

Ses petits papiers

Sous le titre *Mes Petits Papiers*, les éditions de la Table Ronde publient un recueil de courts textes, chroniques ou petits essais, dus à la plume buissonnière d'Antoine Blondin. Un regard singulier sur la deuxième moitié du XX^e siècle.

Alain Cresciucci, le maître d'œuvre de cette anthologie, nous avait déjà offert, il y a quelque temps, une remarquable biographie du regretté Antoine Blondin (cf. *Royaliste* n° 847). Il connaissait donc bien son sujet et savait pertinemment qu'il s'attelait à une tâche difficile : compléter un recueil précédent, *Ma Vie entre des Lignes*, en plongeant dans la masse confuse des écrits dispersés du cher Antoine. Dans une présentation passionnante, il souligne les embarras qui furent les siens. Car Blondin multipliait les collaborations au gré des copinages du moment ou de toujours, usait anarchiquement des pseudonymes, recyclait tout ou partie de mêmes textes, encouragé par sa paresse alcoolisée ou de pressants besoins d'argent, et s'attribuait parfois - filouterie moqueuse ou déficience de mémoire ? - des textes qui n'étaient pas les siens. La mission a été menée à bien, le résultat emporte l'adhésion : Blondin revit au fil des pages.

Il y avait une autre difficulté, qui tient au genre même des chroniques. Leur saveur dépend grandement du contexte qui les a vu naître. Elles sont souvent le fruit d'une actualité que le voile de l'oubli a recouvert. C'est là un inconvénient (qui n'existe évidemment pas pour tous les textes qui relèvent de l'essai littéraire) auquel ce recueil

n'échappe pas tout à fait. Mais heureusement, grâce à des notes habilement synthétiques, l'anthologiste nous rafraîchit la mémoire et redonne du sel à des textes quelque peu affadis par le passage du temps.

Et puis, de toute façon, il y a le style de Blondin : un certain air de ne pas y toucher comme ornement d'une élégance fantasque, le jeu de mots approximatif comme un clin d'œil complice, l'incongruité qui dégonfle les suffisances de l'époque, et ce sens de la blague, souvent tendre, parfois cruelle, toujours un peu triste. Ce style ne vieillit pas.

Le royaliste éprouvera sans doute un plaisir particulier à retrouver, de ci de là, des titres qui appartiennent à son histoire et qui s'ornèrent un temps de la prose de Blondin. On pense à *Ici France*, le journal lancé par feu le comte de Paris, ou *La Nation Française*, l'hebdomadaire de Pierre Boutang.

Mais à celui qui ne connaîtrait rien de l'œuvre de Blondin, je conseillerai quand même de commencer par les romans. S'il succombe au charme, et comment n'y succomberait-il pas ? *Mes Petits Papiers* deviendront alors pour lui l'inépuisable réserve de petits trésors.

Patrick PIERRAN

■ Antoine Blondin - « *Mes Petits Papiers* », La Table Ronde, 2006, 424 p., prix franco : 23 €.

La France ne négocie pas

Destiné à enseigner à un public américain les caractéristiques du style diplomatique français, le manuel de Charles Cogan peut aussi se révéler utile de ce côté-ci de l'Atlantique.

La « Grande Nation », la France, n'aime pas le mot de négociation. Elle lui préfère celui de Loi ou de Droit, expression de la Raison. Elle n'aime pas le compromis, terme péjoratif. Le livre de Charles Cogan fait partie aux États-Unis d'une série destinée à former les diplomates et autres officiels américains à négocier avec des étrangers. Comment négocier avec les Chinois, les Allemands, les Russes ?

Le chapitre VI résume ses conseils à ses compatriotes pour un véritable dialogue des cultures entre France et États-Unis. Traduit en français, il devrait être utile aux négociateurs français pour élaborer des parades. Rendus conscients de leurs propres mécanismes intellectuels, auxquels ils sont si souvent aveugles, les élites françaises peuvent s'en servir aussi bien que leurs partenaires. Il leur manquera encore un cours sur : *Comment négocier avec les Américains* ? Connaître à leur tour ce qui est supposé connu dans l'ouvrage de Cogan, à savoir comment fonctionnent les Américains.

Cogan montre donc ce que nous sommes supposés connaître. Il souligne ce qui est le plus éloigné de l'esprit américain : le système d'éducation culminant chez nos énarques, la perspective historique. En bon connaisseur de la vie parisienne - il fut directeur de la CIA à Paris -, il

n'élude cependant pas la part moins visible qu'il aborde sous le vocable de *réalisme paysan*. Derrière le brio des concepts et la rigueur des principes, le négociateur français peut se révéler plus flexible et se transformer, *entre la poire et le fromage*, en véritable maquignon. À l'inverse l'américain, qui ne craint pas de s'avancer à découvert, brutal dans l'affirmation d'intérêts immédiats, sans principes, se montrera ultérieurement incapable de transiger en s'en offusquant même au nom de sa morale puritaine.

Développée au temps de la crise franco-américaine sur l'Irak avec Villepin comme modèle, la thèse de Cogan fait certes acception des personnalités et des évolutions socioculturelles parmi les générations nouvelles. Il s'arrête à 2003 et n'avait pas anticipé les deux nouveaux représentants du monde politique français qui sont quelque peu déconcertants sur ce fonds de tradition diplomatique. Ils ne cadrent plus guère avec les portraits stéréotypés de Cogan. La France se mettrait-elle à changer ?

Y.L.M.

■ Charles Cogan - « *Diplomatie à la française* », Jacob-Duvernet - prix franco : 25 €.

Sur la Toile

**Consultez
www.narinfo.fr.st**

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 12 novembre prochain. Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 mars 2007. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique du logement"** et, d'autre part, **"La représentation nationale"**.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

PORTE-CLÉ



Porte-clé fleurdelysé, diamètre 30mm, attache de qualité, fabrication du maître-médailleur Martineau.

Prix franco : 8 €.

BAGUE



Bague fleurdelysée aux trois discrètes fleur de lys sur un anneau non fermé.

Diamètre intérieur de l'anneau 19 mm.

Prix franco 4 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 1^{er} novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 8 novembre** - Docteur en géopolitique, **Frédéric ENCEL** enseigne les relations internationales à l'ENA et à Sciences-Po/Rennes. Auteur de plusieurs ouvrages sur le Moyen-Orient, il nous avait présenté voici deux ans une *Géopolitique d'Israël* qui avait donné lieu à un débat approfondi et exempt des polémiques habituelles. Notre invité avait alors défini Israël comme un État géopolitique normal, faisant la guerre et concluant des traités de paix comme le font toutes les autres nations.

Ce souci de rationalisation des enjeux politiques et straté-

giques le qualifie tout particulièrement pour nous exposer les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'été dernier **« La Guerre du Liban »**, trop souvent traitée sur le mode de la passion et de la compassion qui excluent toute explication, toute prévision sur l'évolution des divers types de conflits et toute recherche de solution.

● **Mercredi 15 novembre** - Journaliste, historienne, **Dominique PAOLI** nous dira les **« Fortunes et infortunes des Orléans »**, titre d'un ouvrage que nous avons présenté aux lecteurs de *Royaliste* (cf. l'article de Pascal Beaucher dans notre n° 886). La recherche porte sur une longue période - de la Révolution de 1848 aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

Avec Dominique Paoli, qui suit depuis très longtemps le destin de la famille royale, nous parlerons des exils, des grands serveurs de la patrie (le duc d'Aumale), des femmes remarquables de la famille, des mariages et des deuils, des relations conflictuelles avec le comte de Chambord, des trois échecs de réinstauration de la monarchie, des personnalités pour le moins contrastées des princes qui affirmèrent la continuité dynastique selon leur vocation, plus ou moins affirmée, de rétablir la royauté.

● **Mercredi 22 novembre** - Les maoïstes, les trotskistes, l'ultra-gauche, les situationnistes : grâce à **Christophe BOURSEILLER**, qui a bien voulu nous présenter chacun de ses ouvrages, nous avons une connaissance approfondie des diverses catégories de militants qui se réclament d'un idéal révolutionnaire.

A les entendre parler, à les voir défilier, avec leurs drapeaux rouges et leurs effigies, ils semblent appartenir à des organisations statiques qui défendent une cause désespérée. Pourtant, les tenants du communisme recueillent un grand nombre de voix et jouent un rôle manifeste dans notre vie politique. Notre invité analysera les raisons de la permanence de ces courants et posera une question paradoxale : **« les extrêmes gauches sont-elles tentées par la réforme ? »**. A six mois de la présidentielle, en pleine crise de l'altermondialisme français, le débat est d'une évidente actualité.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Parution : "Monarchie et démocratie"

"Monarchie et démocratie" - En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. Prix franco : 5 €. Complémentaire de cette brochure nous vous rappelons celle intitulée **"Royaliste et citoyen"** toujours disponible au prix de 6 € franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Respect du préambule !

Gaullistes de droite et de gauche, socialistes, patriotes, communistes, royalistes – nous avons célébré en 2004, grâce à l'initiative de Jacques Nikonoff, alors président d'Attac, le sixième anniversaire du programme du Conseil National de la Résistance (1).

Pour l'anniversaire du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, nous en sommes réduits à une simple commémoration. Nous faisons ce constat avec grande inquiétude car l'oubli ou le mépris de nos principaux fondamentaux se généralisent dans le milieu dirigeant.

Depuis plusieurs années, les valeurs républicaines et l'État de droit font l'objet de discours incantatoires et parfaitement consensuels. Or cette inflation verbale masque des atteintes toujours plus nombreuses à la démocratie et à notre Constitution.

En 1999, le président de la République et son Premier ministre Lionel Jospin avaient décidé des opérations de guerre contre la Yougoslavie en violation de l'article 35 de la Constitution, aux termes duquel « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ».

En 2005, le résultat du référendum du 29 mai a été effacé par le chef de l'État et par le gouvernement, en violation du principe de souveraineté nationale proclamé en 1789 et inscrit dans notre loi fondamentale.

Le Préambule de 1946 est quant à lui ignoré par ceux qui ont le devoir de le faire respecter et, en privé, certains responsables politiques récusent les progrès économiques et sociaux

accomplis par le gouvernement de Front populaire (2) et par le gouvernement du général de Gaulle à la Libération. Au sein de l'oligarchie, on considère le Préambule de 1946 comme un simple programme de gouvernement, aujourd'hui dépassé.

Ce point de vue est injustifiable. Avec la même valeur que la Déclaration de 1789 et la Constitution de 1958, le Préambule de 1946 fait partie de notre « bloc de constitutionna-



lité » qui réunit depuis 1971 l'ensemble des normes juridiques françaises qui ont valeur constitutionnelle. Toutes les libertés publiques sont contenues dans ce « bloc », ainsi que *les principes politiques, économiques et sociaux* que le Préambule proclame *particulièrement nécessaires à notre temps*.

En ce sixième anniversaire, il faut rappeler aux dirigeants politiques, aux responsables du Medef et aux candidats à la présidence quelques-uns des principes imprescriptibles qu'ils ne peuvent négliger pour convenance personnelle ou sous prétexte de mondialisation :

« La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des

droits égaux à ceux de l'homme » ce qui implique notamment l'égalité des salaires.

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi » - le droit irrécusable à l'emploi impliquant une législation appropriée, fondamentalement contraire à la théorie du « chômage d'équilibre » et aux dispositifs d'élimination des salariés qui fonctionnent dans notre pays.

« Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises » - ce qui doit conduire à l'abolition de la dictature des actionnaires et à la mise hors la loi des employeurs qui violent les conventions collectives et la dignité de la personne.

« Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité » : la plupart des privatisations effectuées depuis 1986 sont par conséquent frappées de nullité et un nouveau programme de nationalisations doit être arrêté dans les plus brefs délais.

De plus en plus bafoué, le droit de chacun à la santé, à l'éducation, au repos et aux loisirs doit déterminer la législation – les directives de Bruxelles ne pouvant être déclarées supérieures à notre droit fondamental.

Respecter la lettre du Préambule de 1946, c'est en déduire toutes les conséquences dans l'esprit de la Résistance et de la Libération.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. mes articles : « La Révolution de 1944 » et « Comment réussir une révolution » publiés en pages centrales de *Royaliste* n° 834 et 835.

(2) Nous présenterons dans notre prochain numéro l'ouvrage que Serge Bernstein a consacré à Léon Blum (Editions Fayard, 2006).